

## Résumé des dernières mesures adoptées en Grèce (12 février 2012) :

Le Secrétariat aux relations internationales de l'Ελευθεριακή Συνδικαλιστική Ένωση (Union Syndicaliste Libertaire - ESE - Grèce) a envoyé le résumé suivant des mesures récentes adoptées par le gouvernement. Ces mesures ont déclenché la fureur du peuple grec qui voit ses conditions de vie et de travail piétinées pour la plus grande gloire des patrons, des requins de la finance et des spéculateurs.

Résumé des mesures principales concernant le travail adoptées le dimanche soir, 12 février 2012, par le Parlement grec et incluses dans le « Mémoire II » :

- Réduction de 22% du salaire minimum qui passe de 741 brut à 586 € (489 € net). Pour les moins de 25 ans, la réduction est de 30%, passant à 527 € brut (440 € net).
- Gel du salaire minimum jusqu'en 2015 et gel de l'ancienneté tant que le chômage reste au-dessus de 10%.
- Suppression de facto des heures supplémentaires par la mise en place des horaires flexibles dans les nouvelles conventions collectives.
- Lors de la résiliation d'une convention collective, la période de renouvellement automatique des termes de celle-ci est réduite à trois mois (auparavant six) si aucun nouvel accord n'est conclu, auquel cas les salaires passeront au niveau du salaire minimum. Les conventions collectives actuellement en vigueur expireront au plus dans un an.
- Coupes dans les retraites (régimes de pension complémentaires, mais aussi dans les retraites principales comme pour les travailleurs des compagnies d'électricité et de téléphone, et les banques, par exemple).
- Abolition de la sécurité d'emploi et de la réglementation du travail en vigueur dans les banques et les entreprises publiques ou celles avec participation du public, ce qui inclut entre autres la compagnie nationale d'électricité, Hellenic Petroleum (la plus grande raffinerie du pays), la radio télévision publique, les transports publics d'Athènes (bus, métro, train de banlieue, tramway et trolleybus), la poste, la loterie nationale et la société de paris, la société d'approvisionnement en eau d'Athènes, etc.
- Clôture de l'Agence de logements sociaux et suppression de la contribution des 2% qui lui étaient attribués jusqu'à présent.
- Réduction de 5% des cotisations patronales à la sécurité sociale.
- Licenciements et départs en retraite anticipée dans le secteur public : 15.000 au total d'ici la fin de l'année 2012 ; 150 000 d'ici 2015.
- Pour recourir à l'Agence de médiation et d'arbitrage, il sera désormais exigé l'accord des deux parties (travailleurs et employeurs), les travailleurs ne pouvant plus y faire appel seuls pour eux mêmes, comme c'était le cas jusqu'à maintenant.

En bref, les pertes de salaire sont extrêmement lourdes. On estime que les travailleurs non qualifiés vont perdre jusqu'à trois mois de rémunération par an et les travailleurs soumis à des accords sectoriels dans certains cas vont perdre jusqu'à la moitié de leur salaire mensuel.

En outre, ces mesures sapent les conventions collectives et ouvrent la voie à la signature d'accords individuels ou d'entreprise. Les conventions collectives couvrant environ deux millions de travailleurs sont en suspens ; elles ont déjà expiré ou vont le faire d'ici un an, forçant les

travailleurs à renégocier - au niveau individuel ou de l'entreprise - la baisse de leurs salaires aux niveaux les plus bas.

On estime que les travailleurs en matière de droits et de rémunération sont maintenant à des niveaux semblables à ceux des années 1950.

A tout cela il faut ajouter les augmentations de la TVA sur les denrées alimentaires, les médicaments, les soins de santé, l'électricité, l'approvisionnement en eau, les transports publics, le gaz naturel, etc.

Il convient de noter que, sur un total de 300 députés, 199 ont voté pour ces mesures, 74 contre, 5 se sont abstenus et 22 étaient absents. 46 des députés opposés appartiennent aux partis au pouvoir, mais ont rompu la discipline de vote et ont été immédiatement expulsés de leurs formations respectives. Des milliers de personnes sont descendues dans les rues pour protester contre ce nouveau plan d'austérité et de coupes qui, sous prétexte de réduire les dépenses publiques et de sauver l'économie nationale, s'attaque aux droits de la population grecque, en particulier des travailleurs.

Ελευθεριακή Συνδικαλιστική Ένωση - Διεθνείς Σχέσεις  
Relations internationales de l'ESE (Eleutheriaki Sindikalistiki Enosi - Union Syndicaliste Libertaire)

- > [Site de l'ESE](#)
- > [Site de l'ESE d'Athènes](#) (possibilité d'afficher les pages de ce site en français)

